

VAINCRE le chômage

VAINCRE LE CHÔMAGE, LA LETTRE N°118, FÉVRIER 2021

Repères

P.3

L'EFFET COVID SUR
L'EMPLOI DES JEUNES

Parole de chômeur

P.4

J'AI ENVIE DE ME BATTRE
AVEC D'AUTRES

Partenaires

P.6

UNE EXPÉRIENCE QUI
PEUT FAIRE ÉCOLE

Jeunes et debout



Credit photo : Fanny Eymann

L'Edito

« Aujourd'hui, je retrouve confiance en moi par le travail, je me sens mieux et je peux aller plus facilement vers les autres » nous livre Laetitia. « Cela fait un an que grâce à eux, je tiens » précise Aurélien. Ces deux jeunes ont été accompagnés par les ateliers d'insertion du Secours catholique d'Epinal, tout comme le sont ces milliers de jeunes accompagnés par les Missions locales depuis leur création, en 1981. Ce fut une étape importante dans l'intégration des jeunes non diplômés ou peu qualifiés.

« Ils ont du courage, une capacité de rebondir, de l'imagination, du talent malgré une vie chaotique » nous livre Evelynne Peyrat, responsable administrative de la Mission locale de Juvisy sur Orge (91). Mais beaucoup de jeunes ignorent encore l'existence de ces structures d'accompagnement.

Des solutions existent, adaptées à chaque situation, car chaque jeune est unique, a son histoire propre et fait au mieux sur son chemin pour que la confiance l'emporte sur l'anxiété. Les jeunes ont beaucoup à nous apprendre, chacun, chacune est une promesse d'avenir. A nous, les adultes, mais aussi aux pouvoirs publics, de savoir les écouter, les accompagner et leur permettre de prendre leur place dans la société.

Paul Israël

Point de vue d'expert

LES MISSIONS LOCALES AU PLUS PRÈS DES JEUNES

VLC A ÉTÉ REÇU À LA MISSION LOCALE NORD-ESSONNE. EVELYNE PEYRAT, ADJOINTE DE DIRECTION SECTEUR EMPLOI FORMATION, Y OEUVRE DEPUIS LES DÉBUTS. "ICI ON CHERCHE À RE-GLOBALISER DES VIES ÉCLATÉES."

VLC : Vous aviez 20 ans, vous êtes tombée dans la marmite de la Mission locale ?

Evelyne Peyrat : Elle était à peine née. J'y suis encore. A l'origine, il y a la volonté de François Mitterrand, nouvellement élu président de la République, de prendre des initiatives en faveur des plus jeunes, notamment parce qu'il y a eu les émeutes urbaines, on se souvient de celles des Minguettes à Vénissieux à l'été 1981. Bertrand Schwartz se voit confier une mission sur l'insertion des jeunes. Dans son rapport, l'année suivante, « L'insertion professionnelle et sociale des jeunes » il souligne les deux conditions nécessaires : partir de la pratique quotidienne des jeunes, de leurs savoir-faire et avoir une « approche globale » ; volonté d'agir pour eux et avec eux et dans un compagnonnage approprié. Les Missions locales devaient être un lieu de rencontre, un lieu où l'on peut parler, où l'on peut trouver toutes les informations nécessaires concernant toutes les questions de santé, de logement, de qualification, d'emploi. Elles sont comme un grand carrefour, un lieu de mise en lien avec les organismes de la localité qui peuvent répondre à leurs besoins dans tous les domaines. Les Missions locales sont issues de ce rapport Schwartz.

VLC : Depuis, il a fallu s'institutionnaliser ?

E. P. : Oui, fatalement. Les financements sont divers et conséquents : pour 6 297 jeunes suivis en 2019 (chiffre en augmentation) la Mission locale Nord-Essonne reçoit 2 millions d'euros qui proviennent de l'Etat, de la Région, du Conseil départemental, de l'Europe, de l'agglomération, des villes qui mettent des salles à disposition. Mais l'esprit demeure ; évidemment, on peut ici et là ne faire qu'une chose, essayer de faire rentrer les jeunes dans les dispositifs existants, et là ça ne marche pas vraiment.

VLC : Qui sont ces jeunes qui ouvrent la porte de la Mission locale ?

E. P. : Ils sont très différents, à nous de nous adapter. Il est clair que les rendez-vous tous les quinze jours à telle heure dans un bureau, cela ne convient pas. Alors, nous allons à leur rencontre au pied des immeubles pour leur donner de l'information, y compris en prison pour les aider à préparer leur sortie. Les cheminements sont longs, hachés : je viens, je disparaissais durant six mois et je reviens, ou je viens presque tous les jours, il faut trouver la porte d'entrée, leur préoccupation première. Et surtout leur trouver le groupe où ils pourront



Credit photo : Gérard Marle

s'exprimer, parler, ils ont besoin de cet « entre eux » pour que quelque chose se débloque, pour qu'ils retrouvent leur identité. Leur isolement est au cœur, on le voit tous les jours. Ici ils trouvent une famille, disent-ils. L'humain, le relationnel sont premiers.

VLC : Qu'en est-il des accompagnants ?

E.P. : Ils sont face à la diversité des parcours des jeunes. Cela laisse parfois place à la déception ou au découragement mais aussi et surtout à de belles joies : ces jeunes ont du courage, une capacité à rebondir, ils ont de l'imagination, du talent malgré une vie chaotique. Il y a de belles histoires de vie. La vie reprend toujours le dessus avec les jeunes.

VLC : Que pensez-vous d'un revenu minimum pour tous les jeunes, de 18 à 25 ans ?

E. P. : Il y a deux dispositifs qui accordent ce type de revenu aux jeunes. Ainsi la Garantie jeune qui, elle, permet un accompagnement global renforcé. Nous n'aimons guère que l'argent tombe du ciel sans contrepartie. Ce revenu minimum serait une garantie sociale nécessaire mais il ne faudrait pas qu'il provoque un repli sur soi, qui serait une catastrophe que les réseaux sociaux génèrent déjà. Mais il n'y a pas de travail pour tous, et certains sont en grande galère ; pour un coût modéré, on pourrait l'expérimenter comme on l'a fait pour les adultes. C'est un vrai choix de société difficile à prendre.

VLC : Notez-vous un effet Covid ?

E. P. : On ne mesure pas encore. Il y a des secteurs de recrutement en grande difficulté, des jeunes encore plus fragilisés car isolés, des jeunes qui ont perdu leur emploi précaire, d'autres qui ne trouvent pas de stage. Certains nous ont appelés au secours durant le confinement et les animateurs ont dû vaincre leurs réticences et utiliser les réseaux sociaux devenus indispensables. Je reste étonnée de leur courage, de la façon astucieuse, intelligente qu'ils ont pour ne pas se noyer. Pour rebondir encore et encore.

Propos recueillis par Gérard Marle et Marie-Christine Brun

CRISE DE LA COVID 19 : QUELLES POLITIQUES POUR INSÉRER LES JEUNES LES PLUS DÉFAVORISÉS DANS L'EMPLOI ?

La crise de la covid 19 ne fait qu'aggraver le chômage des jeunes et les inégalités et déséquilibres défavorables aux moins qualifiés (voir "le vrai du faux" ci-contre). Le plan gouvernemental « un jeune, une solution » de juillet 2020 a pour objectif d'amortir le choc créé par l'épidémie, il s'étale sur la deuxième partie de 2020 et sur 2021 (*Disponible sur le site du ministère de l'éducation*).

Il comprend des aides renforcées à l'apprentissage, des subventions aux entreprises qui embauchent des jeunes, des formations vers les secteurs et métiers d'avenir (écologie, numérique, santé), et un accompagnement adapté aux parcours d'insertion dans l'emploi - en redéployant les contrats aidés et le dispositif "Garantie jeunes" (voir VLC n°115).

Les mesures prises ont recours à des moyens qui, pour certains, ont fait leurs preuves, notamment l'apprentissage en entreprise pour les jeunes qui sont en même temps dans l'enseignement secondaire ou supérieur. Pour ce qui est de la formation aux métiers, elles devront allier un socle suffisant de connaissances générales et pratiques en termes de métiers, si l'on veut insérer dans l'emploi les « décrocheurs » du système scolaire.

A plus long terme, lorsque l'épidémie sera terminée, le risque est grand que le chômage et l'inactivité des jeunes décrocheurs reviennent au point où ils étaient avant la crise. Une volonté politique qui s'attaquerait aux racines de la ségrégation sociale des établissements d'enseignement, du primaire au supérieur, est nécessaire si l'on veut réellement lutter contre la tendance de notre pays à laisser de très nombreux jeunes sur le bord de la route.

Dominique Redor

L'impact de la crise sur les demandeurs d'emploi de 16 à 24 ans, et sur les offres qui leur sont destinées

	16 à 24 ans	Toutes classes d'âge
Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A), du 1 ^{er} au 3 ^e trimestre 2020 (Pôle emploi 2020)	15,20%	11,50%
Baisse du nombre d'offres d'emploi de cadres du 3 ^e trimestre 2019 au 3 ^e trimestre 2020 (APEC 2020)	-37% (cadres débutants)	-23%

Emploi, chômage, inactivité des jeunes (16-24 ans) au début de l'année 2020

Effectif total de la classe d'âge 16-24 ans :	7 070 000
- Actifs	2 833 000
- Inactifs (y compris jeunes scolarisés et étudiants)	4 237 000
Parmi les actifs :	
- Ayant un emploi	2 291 000
- Chômeurs	530 000
Taux de chômage (chômeurs/actifs) :	18,70%
- Sans diplôme	35,90%
- Diplômés de l'enseignement supérieur	11,20%
Ni en étude, ni en emploi, ni en formation (NEET)	963 000
- Part des NEET/effectif total de la classe d'âge	13,60%
- Part des NEET/effectif de jeunes sortis du système d'enseignement secondaire et supérieur (avec ou sans diplôme)	27,90%

Source INSEE, février 2020

« Une action publique résolue de long terme, s'attaquant aux inégalités qui prennent leur origine dans le système d'enseignement du primaire au supérieur, est nécessaire pour diminuer fortement le nombre de jeunes dont le parcours est marqué par la précarité, le chômage, voire l'inactivité. »

le vrai du faux

Combien de chômeurs et d'inactifs parmi les jeunes ?

Début 2020, on dénombrait 530.000 jeunes chômeurs, pour 2.833.000 actifs de la même classe d'âge (16 à 24 ans), soit un taux de chômage de 19%. Ce nombre est passé à 620.000 au troisième trimestre, soit un taux de 22% . *INSEE Informations rapides, 10 novembre 2020, n. 287.*

Ceci ne signifie pas que 22% des jeunes sont au chômage car les jeunes scolarisés ou étudiants sont considérés comme inactifs, et sont donc exclus de ces données. Pour comprendre l'ampleur des difficultés des jeunes sur le marché du travail, il faut considérer ceux qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation, soit 1.000.000 en 2020. Les jeunes sans diplômes sont particulièrement pénalisés sur le marché du travail, 67% d'entre eux appartiennent à cette catégorie.

Dominique Redor

Parole de chômeur

J'AI ENVIE DE ME BATTRE AVEC D'AUTRES POUR CRÉER DE L'EMPLOI

DAVID, 30 ANS, EST AU CHÔMAGE DEPUIS AVRIL 2018. IL VIT D'UNE ALLOCATION DE RETOUR À L'EMPLOI ET LOGE À LYON DANS UNE PENSION DE FAMILLE QUI FAIT OFFICE DE MAISON RELAIS.

Récupérer des bouteilles, de la vaisselle ou des bocaux pour les laver et les remettre aux restaurants, brasseries et traiteurs qui nous les ont confiés ou pour les revendre. C'est le projet de l'association Consilyon créée il y a quelques années et qui n'a pas encore démarré faute de subventions pour l'instant. Muni d'un bac pro Hygiène et Environnement, j'ai travaillé dans une entreprise de nettoyage industriel pendant 8 ans, j'en ai été licencié. J'ai fait un bilan de compétences qui m'a préconisé une remise à niveau pour me lancer dans la gestion de projet Environnement. J'aurais aimé devenir chargé de mission mais j'ai compris que je ne pourrais pas y arriver tout seul.

Au milieu de mes tentatives de reconversion, j'ai croisé dans le métro une personne à la retraite qui s'occupe de l'association Consilyon et m'a donné envie de la rejoindre. C'était au cours de l'été 2020. Nous sommes actuellement 7 bénévoles dans cette association. Certains sont au chômage comme moi, d'autres ont une activité rémunérée à côté, d'autres encore sont étudiants en management et communication. On met à profit les compétences des uns et des autres et on se partage le travail : demandes de subventions auprès de la métropole et de l'ADEME, recherche de partenaires, organisation d'un local de lavage et logistique de la livraison des bouteilles.

Pour ma part, issu de la JOC où j'ai appris à travailler avec d'autres dans le cadre d'une réflexion collective, ce qui m'intéresse c'est un projet collaboratif que l'on porte tous, embarqués sur le même bateau. La JOC croit en chacun de nous, ne nous répète pas à n'en plus finir : « Tu n'y arriveras pas, c'est trop pour toi ! » J'ai mis le temps, j'ai eu des ennuis, des échecs, je dois faire avec mes limites, mais aujourd'hui, j'ai trouvé mon chemin, ça tient la route.

Le but c'est de créer de l'emploi local, durable et non délocalisable qui répondrait aux besoins de l'insertion et pourrait faire travailler des handicapés en ESAT. L'association sera labellisée Economie Sociale et Solidaire (ESS), on l'espère. Elle pourrait s'étendre à d'autres villes et même à d'autres pays, en Afrique notamment.

Je veux aussi entrer dans une mentalité qui échappe à la stigmatisation du chômage et au manque de respect de certains employeurs. Je me suis toujours battu contre les inégalités. Nous sommes tous enfants de Dieu et d'être aimés nous donne la force de nous battre pour notre prochain. C'est en se soutenant les uns les autres qu'on dépassera l'individualisme.



David Martin-N...

ILS SONT TROIS, LAETITIA, AURÉLIEN ET BRUNO, À SE RETROUVER DANS LES ATELIERS D'INSERTION DU SECOURS CATHOLIQUE À ÉPINAL.

AIDER LES JEUNES COMME JE L'AI ÉTÉ

LAETITIA, 23 ANS : Je n'ai pas connu de structure familiale, j'étais sans travail et confrontée à des problèmes financiers qui en particulier m'ont obligée à interrompre une fac de sport à Nancy, trop éloignée pour moi. De plus j'étais casanière et solitaire, je ne savais pas entrer en relation avec les autres, je n'avais pas d'amis et je n'avais pas les moyens de sortir de chez moi. J'étais tombée très bas et je me suis dit qu'il fallait quand même que je m'en sorte.

Les assistantes sociales m'ont mise en relation avec les ateliers d'insertion du Secours catholique. Là j'ai trouvé des personnes pour m'aider et je ne pouvais que me relever.

Aujourd'hui je retrouve confiance en moi par le travail, je me sens mieux et je peux donc aller plus facilement vers les autres. Mon projet c'est de devenir moniteur-éducateur pour aider les jeunes à mon tour, je veux rendre la pareille. C'est déjà ce que j'essaie de faire ici dans le groupe.

Je devrais sortir des ateliers en août-septembre prochain. La structure me permet d'avancer.



Carbonnet - Lyon

ÇA FAIT UN AN QUE GRÂCE À EUX JE TIENS DEBOUT

AURÉLIEN, 23 ANS : Après le divorce de mes parents et l'éloignement de ma mère pour raisons de santé, j'étais un jeune qui perdait la vie en perdant ses parents. C'était la descente.

Une fois obtenu mon CAP de peintre en bâtiment, j'ai voulu travailler au plus vite. Aujourd'hui je me le reproche car personne ne m'a proposé un contrat, pas même en intérim. Plusieurs formations sont restées sans succès. Le slogan « Un jeune, une solution », aujourd'hui ce n'est pas le cas.

Après deux ans de solitude, un ami m'a fait rencontrer Bernard au Secours catholique. Accueilli dans le groupe d'insertion je me sens évoluer intérieurement, je vois des gens, je peux parler, je fais quelque chose. Je me sens présent et je partage mon sort avec d'autres. Les bénévoles m'aident de toutes les manières. Ça fait un an que grâce à eux je tiens debout. Ce que j'ai appris ici, en cuisine, en menuiserie et pour restaurer des vélos pourrait être valorisé ailleurs.

Je ne veux pas changer de région car je tiens à garder auprès de moi les personnes qui me restent. Aujourd'hui je suis très motivé. J'ai déjà pensé à créer mon entreprise mais ce n'est pas envisageable tout de suite. Mon but c'est sortir rapidement du dispositif pour laisser ma place à d'autres.

J'AI RETROUVÉ CONFIANCE EN MOI

BRUNO, 24 ANS : J'ai arrêté l'école en 3ème. Les finances de mes parents ne me permettaient pas de préparer un bac pro. L'école de la 2ème chance en 2016 ne m'a rien apporté et dans mon cas la Garantie jeunes n'a pas bien fonctionné.

Je voulais travailler dans la vente, guider les gens pour répondre à leurs besoins au meilleur coût. Mais sans diplôme ni stage, cela n'a pas été possible. A force de voir les portes se fermer on perd confiance et motivation, on ne voit plus rien.

Avec le groupe d'insertion j'ai appris beaucoup en menuiserie. C'est un travail minutieux qui m'intéresse et pour lequel il pourrait y avoir un débouché. Je pense encore à la vente pour avoir des contacts. Je peux aussi mettre à profit le permis de conduire que j'ai pu me payer sur mon salaire de l'atelier d'insertion, mais l'assurance me coûte cher. J'accepterais de changer de région mais j'ai encore peur de l'inconnu.

Quand je suis au fond du trou je garde tout pour moi-même. Heureusement chaque semaine avec les bénévoles on fait le point en groupe et une fois par mois avec la Mission locale. J'ai retrouvé confiance en moi.

Propos recueillis par Michel Bodin et Gérard Marle

L'éclairage de

BERNARD, BÉNÉVOLE RESPONSABLE DES ATELIERS D'INSERTION

À Épinal, que signifie concrètement "Ateliers d'insertion", que signifie "être bénévole" ?

Il s'agit d'un partenariat avec la Mission locale d'Épinal qui avec les assistantes sociales envoie des jeunes sans emploi parmi les plus en difficulté. Pour 8 heures de travail par semaine payées sur la base du SMIC, ces jeunes, une vingtaine chaque année, participent aux ateliers. Le reste du temps ils sont en dehors de la structure. Ils s'engagent en échange à former un projet professionnel avec la Mission locale.

Ces ateliers offrent un apprentissage dans des domaines très divers : menuiserie, informatique, couture, cuisine, jardin, arts plastiques, culture. C'est aussi l'occasion d'établir un lien avec des adultes et de parler de leur situation familiale et personnelle s'ils le souhaitent.

Entre bénévoles nous partageons la fibre humaniste. Cela passe par le regard que l'on porte sur l'autre et se traduit dans l'accompagnement des jeunes.

Cela donne sens à notre vie en donnant sens à leur propre vie.

Place des partenaires

UNE EXPÉRIENCE UNIQUE QUI POURRAIT FAIRE ÉCOLE

FANNY EYMANN, ANIMATRICE DES RÉSEAUX DE SOLIDARITÉ DU SECOURS CATHOLIQUE, RACONTE SON EXPÉRIENCE DES ATELIERS D'INSERTION À ÉPINAL EN LIEN AVEC LA MISSION LOCALE.

Le département des Vosges essaie de faire face à la disparition de ses industries, textile dans les années 80, papeterie dans les années 90, en développant une agriculture bio de pointe et en misant sur le tourisme et la gastronomie. Enclavé, sans autoroute, il reste dans une position fragile. Cependant les jeunes y restent très attachés.

Heureusement nous avons dans les Vosges une véritable culture du bénévolat et de l'entraide. Pour les invisibles, ceux que les statisticiens appellent les NEET (ni études, ni emploi, ni formation) mais aussi pour des jeunes qui ont des handicaps et des parcours de vie souvent lourds, nous avons créé des Ateliers d'insertion pour les 18-25 ans. En relation avec la Mission locale, les assistantes sociales, les entreprises et les commerçants, nous recevons des subventions de la mairie sans lesquelles nous ne pourrions payer leurs salaires (250 à 300 euros par mois) ; le Secours catholique assume une partie de la charge. Je suis là pour les relations avec les partenaires et animer les bénévoles sur le sens de leur mission.

On est dans l'insertion avant les structures d'insertion proprement dites. Nous ne délivrons aucune qualification et nous n'exigeons pas de résultat. Mais les jeunes sont sur



Crédit photo : Fanny Eymann

la route de l'emploi. Ce qui importe c'est la bienveillance et l'ouverture, avec la conviction que l'insertion professionnelle s'appuie d'abord sur une insertion sociale et relationnelle. En venant ici quelques heures par semaine les jeunes trouvent une respiration. Les assistantes sociales disent bien qu'elles n'auraient pas d'autre solution à leur proposer.

Notre expérience est unique, elle demande une logistique importante, le soutien de la ville et le partenariat avec la Mission locale. Elle pourrait être dupliquée.

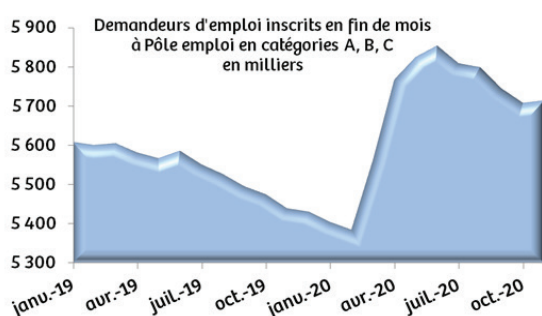
“ Il faut agir et travailler au plus près des jeunes.
Mettre un nom sur un visage,
un visage sur un nom. ”

Bertrand Schwartz 1919-2016

Actualité du chômage

LES CHIFFRES DU CHÔMAGE

En moyenne au troisième trimestre 2020, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 783 800. Parmi elles, 3 673 400 personnes sont sans emploi (catégorie A) et 2 110 400 exercent une activité réduite (catégories B, C). Avec les départements et régions d'outre-mer pour les catégories A, B et C, ce nombre s'établit à 6 086 100. Il diminue de 0,5% sur ce trimestre et croît de 4,4% sur un an.



LES MISSIONS LOCALES

En juillet 2020, on comptait 436 Missions locales et plus de 6 800 sites. 1,1 million de jeunes de 16 à 25 ans sont accompagnés chaque année par 13 600 professionnels et des bénévoles.

Elles exercent une mission de service public de proximité, s'appuient sur des dispositifs mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales, traitent l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs.



Un point de vue, une voix

LE TRAVAIL, UNE DES TROIS CONDITIONS DE LA FRATERNITÉ

MARCEL RÉMON EST JÉSUISTE, MEMBRE DU CERAS, CENTRE DE RECHERCHE ET D'ACTION SOCIALES, QUI PUBLIE LA REVUE BIMESTRIELLE PROJET

Le pape François, dans sa dernière encyclique *Fratelli tutti*, partage son rêve d'une humanité fraternelle. Utopie, naïveté? Si on peut se rêver tous frères et sœurs, des conditions minimales sont exigées pour que ce rêve ne devienne un pudique voile posé sur nos violences institutionnelles. Comme Coluche le disait si bien : "En France, tous les hommes naissent égaux, mais certains plus que d'autres".

"Si l'on accepte le grand principe des droits qui découlent du seul fait de posséder la dignité humaine inaliénable, il est possible d'accepter le défi de rêver et de penser à une autre humanité." La trilogie de l'accès à une terre, un toit et un travail est souvent reprise par François. Les trois « **T** », préalables à la justice et la fraternité en vérité :

- Être enraciné dans une **terre** pour avoir une identité,
- Avoir un **toit** pour protéger les siens,
- Posséder un **travail** pour subvenir à leurs besoins et participer à l'effort commun de l'humanité.

Fratelli tutti, nourrie de la tradition ecclésiale latino-américaine, ne peut imaginer la dignité humaine sans une activité de travail, pas nécessairement un emploi ou un salaire. Une activité qui fasse grandir, qui permette d'être fier de son œuvre et certainement pas un esclavage ou un travail déshumanisant. *"La grande question, c'est le travail. Ce qui est réellement populaire – parce qu'il contribue au bien du*



Crédit photo : Fanny Eymann

peuple – , c'est d'assurer à chacun la possibilité de faire germer les semences que Dieu a mises en lui, ses capacités, son sens d'initiative, ses forces. C'est la meilleure aide que l'on puisse apporter à un pauvre, le meilleur chemin vers une existence digne". "Le travail humain est probablement la clé essentielle de toute la question sociale." (Jean-Paul II, en 1981)

Être éloigné du travail, c'est être rejeté de la société, reconnu comme sans valeur, sans apport : "On est comme des kleenex, prêt à être jeté comme un vulgaire déchet", disait un jeune de la JOC. *Laudato Si'* alertait sur la culture contemporaine du déchet, non seulement environnementale mais également sociale. *"En effet, il n'existe pas pire pauvreté que celle qui prive du travail et de la dignité du travail."*

Le rêve de la fraternité universelle. Notre rêve commun, à faire advenir au plus tôt.

La boîte à outils

LAURENT GRANDGUILLAUME, président de Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée

2020 a aussi été une année de mobilisation en faveur de la 2e loi. Notre collectif a une puissance de feu qui a été fondamentale pour porter cette utopie réaliste qu'est la mise en œuvre du droit à l'emploi pour tous. Le contenu de ce texte est essentiellement conforme à nos demandes, hormis sur le financement d'une partie des comités locaux de l'emploi (CLE) et sur les évaluations, qui ne prennent pas en compte les éléments qualitatifs du projet.



GAËL GIRAUD

Le revenu de base dans un monde fini
Revue Etudes, décembre 2020

Puisque la grande question qui est devant nous est celle du partage d'une intensification du travail rendue nécessaire par la catastrophe écologique et la raréfaction des ressources non renouvelables, la question d'un revenu universel doit être articulée à celle, plus vaste, de l'octroi d'un travail décent pour tous.

Le succès rencontré par les expérimentations des « Territoires zéro chômeur de longue durée » s'appuie justement sur

une démarche consistant à se mettre à l'écoute des « galériens » que le « marché du travail » contemporain rejette à ses frontières. Il suggère que la perspective de pouvoir éradiquer le chômage de masse n'est nullement une utopie.

Articulées à une offre publique de formation professionnelle orientée vers les métiers de la reconstruction écologique du continent européen, ces expériences laissent entrevoir une autre perspective au moins aussi intéressante que celle du revenu universel : celle d'un emploi pour tous.



La vie associative

LE COLLECTIF "PAROLE DE CHÔMEURS"

Un Collectif d'organisations confessionnelles et non confessionnelles (au total une quinzaine) s'est constitué au mois de juin 2020 afin de promouvoir la parole des chercheurs d'emploi dans le débat public à l'orée de l'échéance électorale présidentielle de 2022. François Soulage, qui fut président national du Secours catholique, du Groupe Alerte et du CCSC, anime ce Collectif qui se réunit tous les mois.

Le collectif s'appuie sur :

1. **Un questionnaire** qui permet de mobiliser la parole des personnes et constituer des groupes. Chacune des associations s'en empare et nous souhaitons recueillir au minimum 150 questionnaires pour les analyser et en restituer les résultats.
On le trouve, version numérique et version papier, sur le site du CCSC ou sur le site de SNC.
2. **Des groupes de parole** qui ont vocation à élaborer et exprimer une parole collective, le questionnaire peut y contribuer.
3. **Un projet de Livre blanc** qui fait converger l'expression des personnes concernées par le chômage.

Le collectif propose que :

- Le Livre blanc puisse servir au **collectif Alerte** pour les présidentielles 2022.
- Puisse se structurer la promotion de **plaidoyers locaux** avec un maillage départemental autour d'assemblées citoyennes départementales pour l'insertion (compétence départementale). Ces plaidoyers pourraient faire aussi résonner les résultats de la concertation du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) à laquelle Alerte a participé (en particulier la Fas, Coorace, ATD et SCCF). Le SPIE est un des rares piliers de la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Tel est le projet, tous, nous pouvons y participer.



LA COVID ET NOTRE TRESORERIE

Toutes les associations vous le diront, la pandémie met à mal leur trésorerie. Activité réduite, visibilité moindre, choix de l'épargne plutôt que du don de la part de nombreux donateurs devant un avenir jugé incertain.

Le CCSC n'y échappe pas, même s'il ne fonctionne qu'avec des bénévoles. En cette période où l'emploi est fragilisé, il nous faut continuer à publier ce bulletin qui en 8 pages donne les informations que l'on doit connaître, pour un budget annuel de 12 000€. Nous avons besoin de votre soutien, car il n'existe que par vos dons.

Edition

VLC est édité par le Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs, association loi 1901 membre du réseau Caritas, Secours Catholique. 106 rue du Bac, 75007 Paris.

Rédaction : Directeur de publication : Paul Israël - Gérard Marle, José Dhers, Annie Dreuille, Marie-Christine Brun, Jean-Pierre Pascual, Yvette Martin, Dominique Bourgouin, Michel Bodin, Patrice Bony, Dominique Fontaine, Dominique Redor, Bruno Thomasset.

Impression

ANAIS ESAT 125-131 av. Louis Roche 92230 Gennevilliers



Participez à Vaincre le chômage

Le Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs est une association membre de Caritas qui vise à maintenir l'attention de l'opinion publique et des communautés chrétiennes sur les conséquences du chômage. En sensibilisant et luttant contre l'indifférence à travers la parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour qu'elles puissent retrouver une citoyenneté.

Participez à la lutte contre le chômage à votre niveau et soutenez l'action du CCSC en envoyant vos dons à :

CCSC Vaincre le chômage - 106 rue du Bac - 75007 PARIS

<https://ccscfrance.com>

☐ Madame

☐ Monsieur

Votre nom

Votre prénom

Adresse

E-Mail

Téléphone

☐ Abonnement

☐ Don

☐ Adhésion à l'association : 35 €

